

# BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2010

HISTOIRE - GÉOGRAPHIE

Série : S

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures Coefficient : 3

*Les calculatrices ne sont pas autorisées.*

**Ce sujet comporte 12 pages numérotées de 1 à 12.**

Le candidat doit traiter **UN** des trois sujets de géographie de la première partie et **UN** des deux sujets d'histoire de la deuxième partie.

## **PREMIÈRE PARTIE**

### **GÉOGRAPHIE**

Le candidat choisit UN des trois sujets proposés.

#### **SUJET I**

##### **COMPOSITION**

**Des Nord, des Sud ?**

#### **SUJET II**

##### **COMPOSITION**

**L'organisation du territoire des États-Unis**

## SUJET III

### ÉTUDE D'UN ENSEMBLE DOCUMENTAIRE

#### L'aire de puissance de l'Asie orientale : aspects et contrastes

##### Liste des documents :

Document 1 : Le Produit intérieur brut (PIB) par État dans le monde

Document 2 : Développement et intégration économiques en Asie orientale

Document 3 : Les pôles économiques de l'Asie orientale

Document 4 : Le port de Shanghai

Document 5 : Produit intérieur brut par habitant et taux de croissance (2007)

##### *Première partie :*

Analysez l'ensemble documentaire en répondant aux questions suivantes :

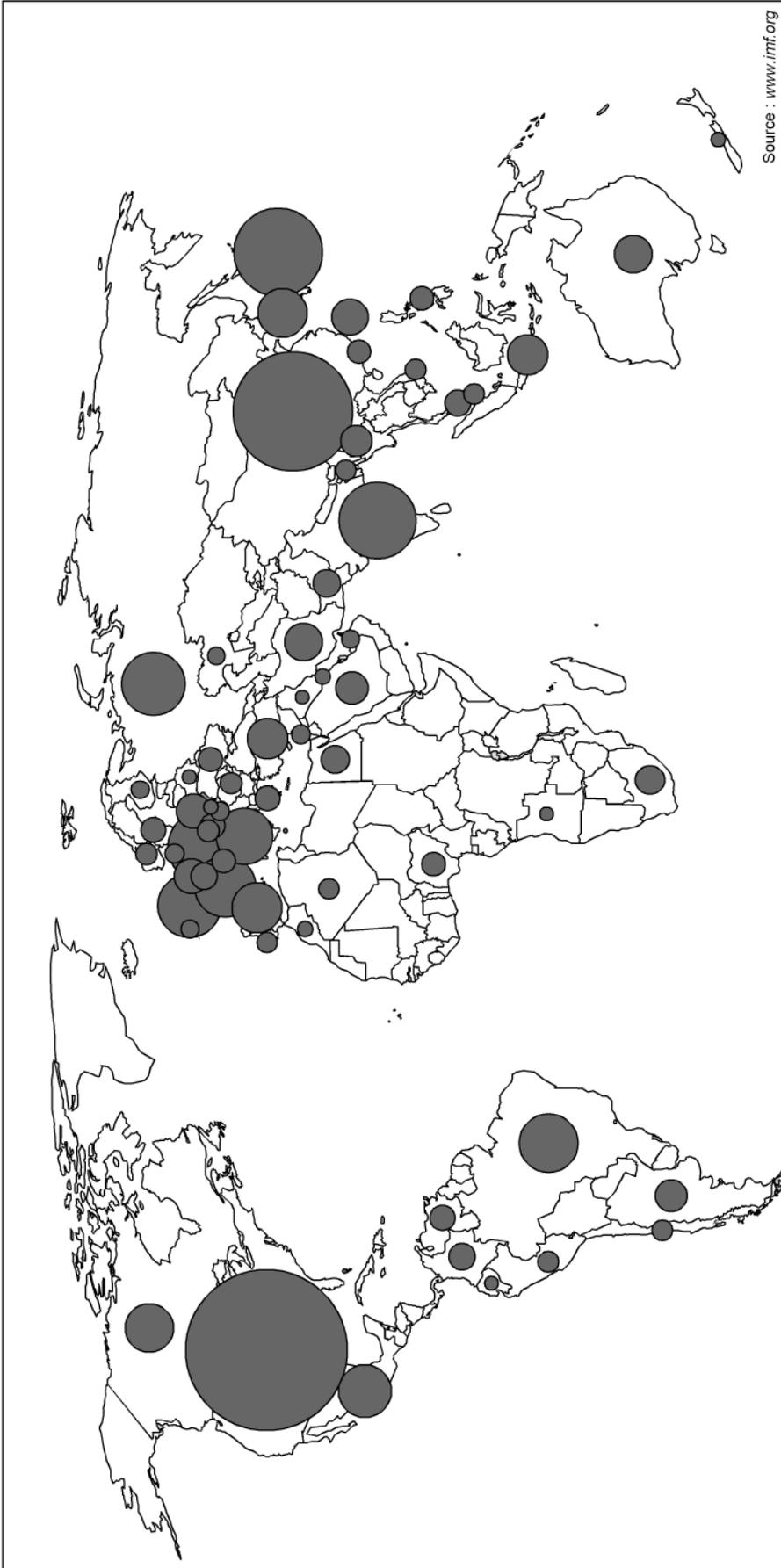
1. Quel est le poids de l'Asie orientale dans l'économie mondiale (document 1) ?
2. Montrez que l'Asie orientale devient une région « intégrée dans une économie commune » (document 2).
3. Sur quelles activités et sur quels pôles s'appuie le développement économique de l'Asie orientale (documents 2, 3 et 4) ?
4. Caractérisez les niveaux de développement économique des États de l'Asie orientale (documents 2 et 5).
5. Quels sont les espaces les plus dynamiques du territoire chinois (documents 3 et 4) ?

##### *Deuxième partie :*

À l'aide des réponses aux questions, des informations contenues dans les documents et de vos connaissances personnelles, vous rédigerez une réponse organisée au sujet :

#### L'aire de puissance de l'Asie orientale : aspects et contrastes

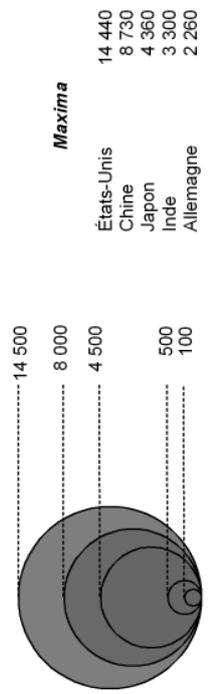
**Document 1 : Le Produit intérieur brut (PIB) par État dans le monde**



Source : [www.imf.org](http://www.imf.org)

**Le Produit intérieur brut (2008)**

- en milliards de dollars à parité de pouvoir d'achat (ppa) -



NB : Les États dont le PIB (PPA) est inférieur à 100 milliards de dollars n'ont pas été représentés

## Document 2 : Développement et intégration économiques en Asie orientale

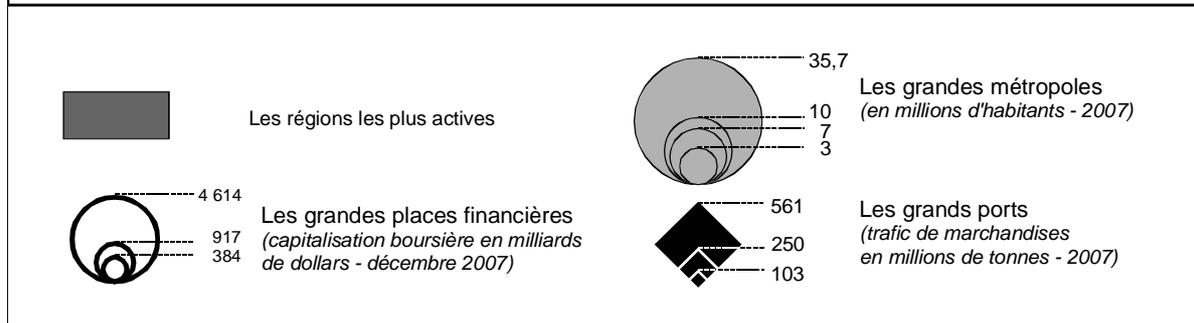
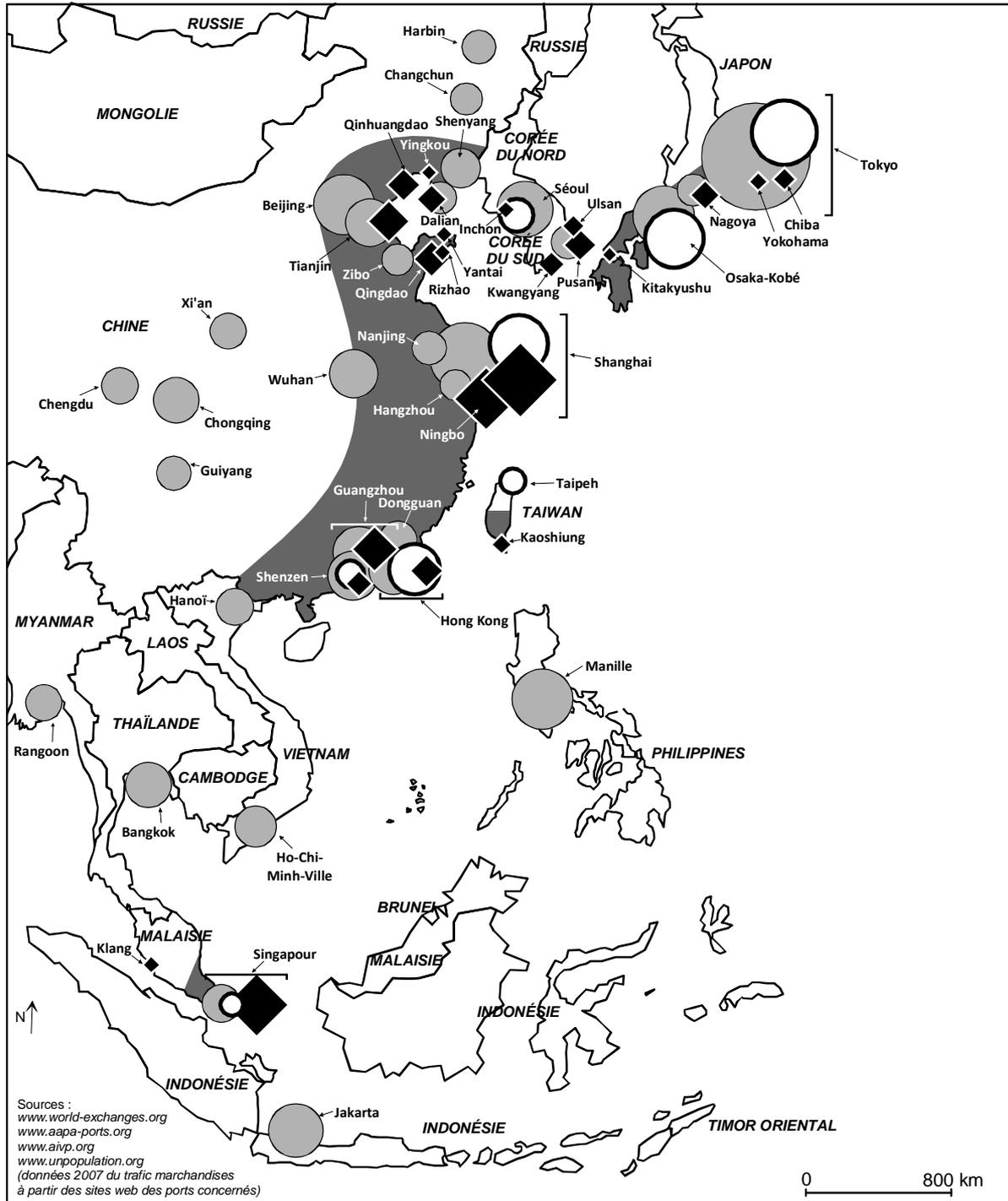
Le schéma de développement de chacun des pays d'Asie orientale a été le même : s'appuyer sur ses bas coûts de main-d'œuvre pour importer des composants, les assembler, puis exporter ; ensuite, au fur et à mesure que la population s'intègre dans les usines et voit son niveau de vie augmenter, passer progressivement à des produits de plus haute valeur ajoutée et laisser les ateliers de montage au pays voisin. Aujourd'hui, ce processus est troublé par la Chine qui a les moyens d'être, tout à la fois, un atelier pas cher et un laboratoire high-tech.

Une spécialisation « verticale » se fait jour pour les automobiles, comme pour les téléphones portables, chaque pays se consacrant à une opération de l'ensemble du processus de production. Le Japon reste au sommet, conçoit, fabrique les composants complexes et les exporte dans toute l'Asie ; la Chine occupe une place de plus en plus centrale en devenant l'atelier d'assemblage final ; Singapour se veut un centre technique ; Corée et Taiwan abandonnent l'assemblage pour monter en gamme ; Malaisie ou Philippines demeurent encore des ateliers. Toute la chaîne s'imbrique de la recherche à la vente. (...)

Ce processus, pour l'heure industriel, commence à s'élargir aux marchés des services, de la banque, du tourisme, du cinéma. L'Asie devient un continent intégré dans une économie commune. Le Japon se réjouit de la croissance chinoise qui par ses importations stimule la reprise japonaise. (...) Le commerce à l'intérieur de la zone progresse.

Source : Eric Le Boucher, *Le Monde*, 24 novembre 2003.

### Document 3 : Les pôles économiques de l'Asie orientale

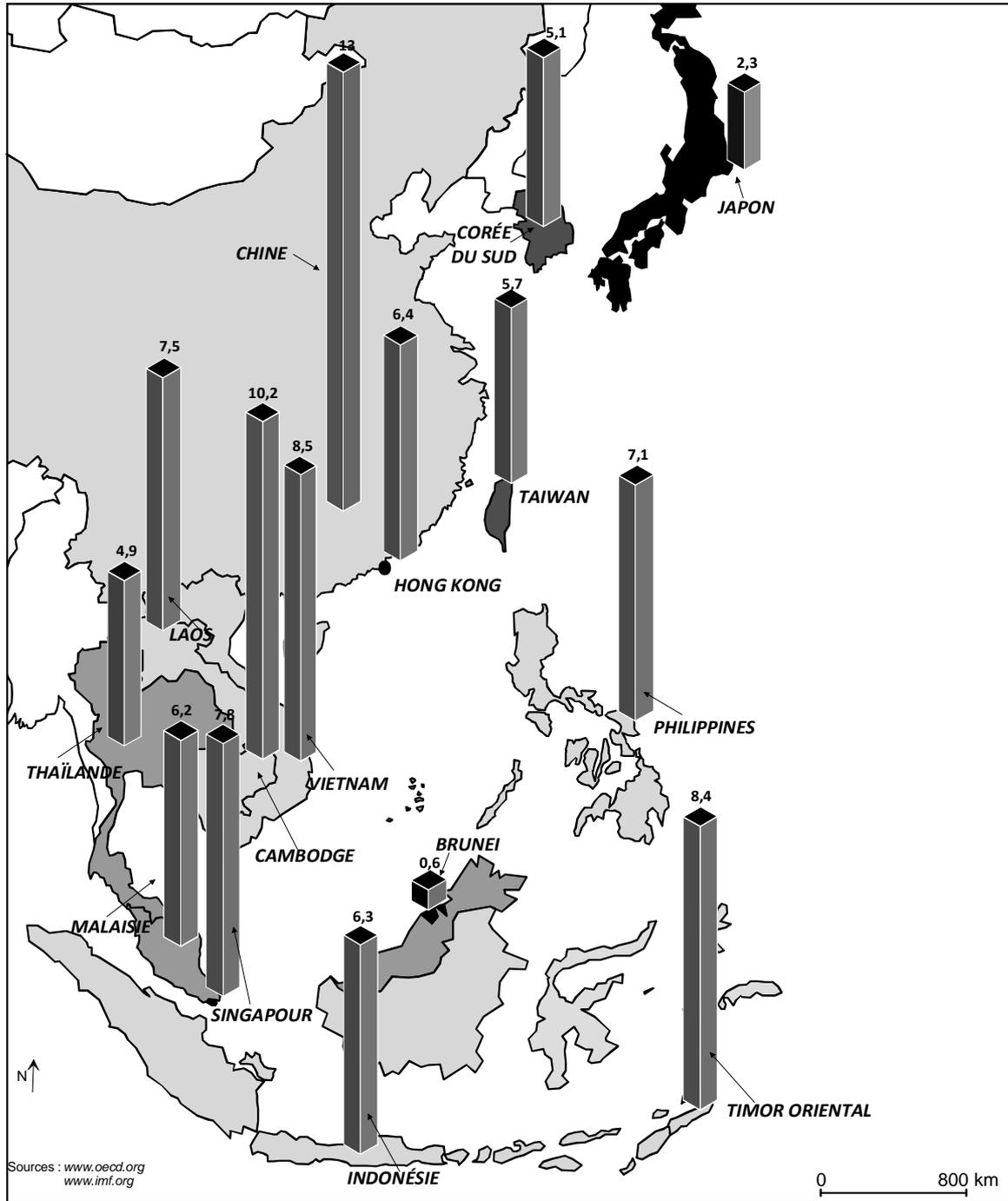


## Document 4 : Le port de Shanghai

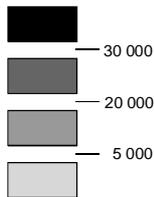


source : <http://pro.corbis.com>

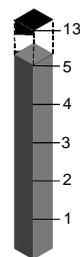
**Document 5 : Produit intérieur brut par habitant et taux de croissance (2007)**



**Le Produit intérieur brut par habitant**  
(en dollars à parité de pouvoir d'achat - 2007)



**Le taux de croissance du PIB**  
(en % - 2007)



## **DEUXIÈME PARTIE**

### **HISTOIRE**

#### **EXPLICATION D'UN DOCUMENT D'HISTOIRE**

Le candidat choisit UN des deux sujets proposés

#### **SUJET I**

##### **Le président du Sénat et la réforme institutionnelle de 1962**

L'élection du président de la République au suffrage universel (...) ne fera que créer la confusion des pouvoirs, et au profit d'un seul. Elle donnera naissance à un pouvoir personnel, omnipotent, incontrôlable, et en même temps, paradoxe insensé, irresponsable ; car aux termes de la présente constitution, qui resterait inchangée sur ce point, le chef de l'État n'est pas responsable devant le Parlement.

La question est donc grave. C'est la confusion ou la juste distribution des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, qui distingue les gouvernements tyranniques des gouvernements libres. Réunir en une seule main, sur une seule tête, tous les pouvoirs, sans nul contrepoids, c'est proprement abolir la démocratie ; c'est pourtant ce qu'on demande au peuple français de faire, d'urgence, sans examen, simplement par confiance en un homme.

Si la réforme présentée est votée, le chef de l'État, irresponsable, disposera de l'arme de la dissolution contre l'Assemblée nationale. Il pourra user du référendum quand bon lui semblera, sur les sujets qui lui conviendront, au moment qu'il aura choisi, selon la procédure qu'il aura arrêtée, celle-là même que nous combattons aujourd'hui. L'opinion publique, mal avertie, ne pourra se prononcer que par oui ou par non ; plutôt par oui, car la manière dont la question est généralement posée dans un référendum plébiscitaire emporte toujours le vote affirmatif ; l'histoire est là pour en porter témoignage (...).

Le plébiscite ne permet aucun choix véritable. Dans le référendum plébiscitaire, il s'agit de dire « oui » ou « non » à un homme ; n'est-ce pas ce que le chef de l'État lui-même a demandé ? Grande alors est pour l'électeur la tentation de dire « oui », simplement parce qu'on le persuade que le « non » déboucherait sur le vide. Le plébiscite ne comporte aucune alternative réelle ; et voilà pourquoi il n'est pas démocratique.

Il supprime les « corps intermédiaires », ce relais entre les citoyens et l'État que sont les collectivités locales, les partis politiques, les syndicats, les groupements professionnels ou idéologiques (...).

Le devoir qui s'impose à nous, c'est de défendre et de sauvegarder la République. Ce qu'on nous offre n'est pas la république, c'est au mieux une sorte de bonapartisme éclairé. Au plébiscite qui n'ose pas se découvrir le Sénat républicain répond « non », parce qu'il s'agit des libertés républicaines.

Gaston MONNERVILLE<sup>1</sup>, président du Sénat, discours prononcé devant la Haute Assemblée le 9 octobre 1962, [www.senat.fr/evenements/archives](http://www.senat.fr/evenements/archives).

<sup>1</sup>Il est sénateur de 1948 à 1968. Inscrit en tant que membre du Parti Radical au groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique, il est président du Sénat de 1958 à 1968.

## QUESTIONS

1. À quel projet réagit l'auteur ? Contre quel homme politique se dirigent ses principaux arguments ?
2. Quels sont selon Monnerville les dangers de cette réforme concernant la répartition des pouvoirs sous la V<sup>e</sup> République ?
3. Comment l'auteur présente-t-il l'usage du référendum introduit par la réforme ?
4. Quelles sont par conséquent, selon lui, les conditions indispensables au bon fonctionnement d'une démocratie ?
5. Quelles ont été les conséquences de cette réforme sur la pratique du pouvoir présidentiel sous la V<sup>e</sup> République ?

## SUJET II

### Le point de vue de Jean Monnet sur la situation internationale en 1948

Je suis heureux de mon voyage. Après deux années d'absence, mes impressions sont plus vives que si je m'étais tenu en rapport constant avec ici. Les changements me sont apparus plus nettement mais aussi ma conviction sur ce qui est l'essentiel de la vie américaine a été renforcée. Ce pays est toujours animé par une force dynamique qui vient de la nature même de chaque individu. L'Amérique est en marche (...).

Mais il faut nous rendre compte, ainsi que je vous le disais plus haut, que l'Amérique est animée essentiellement d'une volonté d'action – action chez elle et aussi chez les autres – ; action pour elle veut dire à l'heure actuelle empêcher la guerre, aider l'Europe de l'ouest à se reconstruire et préparer les voies à l'arrêt de l'expansion russe. Pour cela ils vont faire un effort considérable. Ils se rendent parfaitement compte que l'aspect financier en est redoutable pour eux ; le plan Marshall et les crédits militaires qui ne font que débiter vont représenter une charge énorme ; l'inflation des prix est certaine ainsi d'ailleurs que l'augmentation des impôts. Tout en ayant la volonté de faire l'effort, le Congrès ne votera les crédits qu'après des débats difficiles. (...)

Dans l'esprit de tous ici l'effort européen doit correspondre à l'effort de ce pays. (...) Il faut bien nous rendre compte que tant les dirigeants ici que l'opinion publique attendent beaucoup de nous. Nous nous exposerions à de cruelles déceptions en pensant que les crédits Marshall continueront longtemps si l'Europe ne peut pas montrer rapidement une production accrue et modernisée.

Je ne peux pas m'empêcher d'être frappé de la nature des relations qui risquent de s'établir entre ce grand pays dynamique et les pays d'Europe s'ils demeurent dans leur forme et leur mentalité actuelles : il n'est pas possible, à mon avis, que l'Europe demeure « dépendante » très longtemps et presque exclusivement pour sa production, des crédits américains, et pour sa sécurité, de la force américaine, sans que des conséquences mauvaises se développent ici et en Europe.

Toutes mes réflexions et mes observations m'amènent à une conclusion qui est maintenant pour moi une conviction profonde : l'effort des pays de l'Europe de l'ouest pour être à la mesure des circonstances, du danger qui nous menace et de l'effort américain a besoin de devenir un effort européen véritable que seule l'existence d'une Fédération de l'ouest rendra possible. Je sais tout ce qu'une telle perspective représente de difficultés mais je crois que seul un effort dans ce sens nous permettra de nous sauver, de demeurer nous-mêmes et de contribuer essentiellement à éviter la guerre.

Source : Lettre de Jean Monnet<sup>1</sup>, en voyage aux États-Unis, à Robert Schuman en avril 1948. *Correspondance 1947-1953*, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, 1986.

<sup>1</sup> Jean Monnet a passé la Seconde Guerre mondiale aux États-Unis ; il y retourne après deux années en France. Robert Schuman, à qui il écrit, est alors président du Conseil.

## Questions

1. À quel contexte international l'auteur fait-il allusion ?
2. Quelle image Jean Monnet donne-t-il des États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ?
3. D'après l'auteur, que représente le plan Marshall pour les Américains?
4. Qu'implique le plan Marshall pour les Européens selon lui ?